



Le collectif #NousToutes et de nombreuses associations féministes et organisations syndicales, dont la CGT, appellent tous•tes celles et ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelle à manifester le samedi 19 novembre 2022 à Paris et partout en France. La mobilisation continuera toute la semaine jusqu'au 25 novembre, date de la journée mondiale de lutte contre les violences à l'égard des femmes.

En 2022, les violences sexistes et sexuelles restent massives. Elles abîment et parfois brisent la vie de millions de femmes, de personnes LGBTQIA+, d'enfants, de familles. La prise de conscience collective est encore insuffisante. Alors qu'il est maintenant devenu évident que le président de la

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

République et ses gouvernements sont en décalage avec les attentes de la société sur ces questions et ne mènent pas de politiques publiques adaptées à l'enjeu, nous appelons la société toute entière à se mobiliser.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps. Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations racistes, classistes, validistes, psychophobes, LGBTQIA+phobes, sérophobes, grossophobes, âgistes, islamophobes, antisémites, xénophobes, etc.

Quand 225 000 femmes sont victimes de la violence de leur conjoint ou ex-conjoint chaque année en France, qu'un tiers des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail, que 80 % des femmes handicapées sont victimes de violences, que 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe, que 69 % des femmes racisées sont victimes de propos discriminants au travail, que les femmes grosses ont 4 fois plus de risques d'être discriminées au travail, que 6,7 millions de français-es ont subi l'inceste, quand des patient·e·s sont violé·e·s dans des cabinets gynécologiques ou des maternités, nous devons agir ! (Si certaines de ces violences sont le fait de femmes envers d'autres femmes, il n'en reste pas moins que c'est bien le modèle de ce que doit être la femme, édicté par la société patriarcale, qui en est le ressort.)

Alors que les discours publics incitent les victimes à parler et dénoncer les violences sexuelles subies, des personnages politiques de premier rang prennent la parole pour défendre haut et fort les agresseurs, y compris lorsqu'ils ont été condamnés, envoyant un signal d'impunité à toute la société.

Lorsque les victimes portent plainte ou saisissent la justice pour faire valoir leurs droits, les institutions rejettent massivement leur parole. Aux violences dénoncées s'ajoute la violence institutionnelle. Absence d'enquêtes, blâme des victimes, discrédit de la parole des enfants, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires. Partout en France, tous les jours, des milliers de victimes de ces violences masculines entendent leur parole niée ou décrédibilisée, se voient humiliées et attaquées.

Les chiffres sont sans appel : 80 % des plaintes pour violences au sein du couple sont classées sans suite ; 65 % des victimes de féminicides avaient saisi les forces de l'ordre ou la justice ; 2 victimes sur 3 font état d'une mauvaise prise en charge lorsqu'elles veulent porter plainte ; 90 % des plaintes pour harcèlement sexuel au travail sont classées sans suite ; seulement 0,6 % des viols sont condamnés ; 92 % des enfants qui parlent des violences sexuelles ne sont pas protégés.

Cette situation ne relève pas de dysfonctionnements ponctuels, mais d'un système qui reproduit les mécanismes de violences et de domination qu'il est censé combattre.

Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles au travail et l'inaction des employeurs, qui discréditent la parole des victimes, minimisent les faits, refusent d'enquêter. Chaque jour en France plus de 20 viols ou tentatives de viol ont lieu sur le lieu de travail. Il est urgent de généraliser les plans de prévention au travail. Tout comme il est urgent de protéger les victimes de violences conjugales par de nouveaux droits au travail tels que l'interdiction de licenciement, les journées d'absence rémunérées, le droit prioritaire à la mobilité géographique ou fonctionnelle.

Le 19 novembre, créons ensemble un raz-de-marée dans la rue pour crier notre colère, et porter l'urgence de protéger les victimes et garantir à chacun·e son droit fondamental de vivre à l'abri des violences. Plus de 30 manifestations seront organisées dans toute la France ; à Paris, la manifestation partira de la place de la République à 14h.

Venez nombreux.ses !

fichiers:



[Télécharger stop_aux_violences_sexistes_sexuelles_14_11_2022.pdf](#) (633.58 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Lutte contre les violences sexistes et sexuelles](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
